



RÉFORME DU FERROVIAIRE

Montreuil, le 13 Mars 2015

CCE EXTRAORDINAIRE

LA DIRECTION PERD SES SUPPORTERS

Il aura donc fallu plus de trois mois et plusieurs reports successifs, pour que la direction du Groupe Public Ferroviaire (GPF) consulte le Comité Central d'Entreprise (CCE) sur un projet encore incomplet et imprécis.

Pour l'Union Fédérale des Cadres et agents de Maîtrise CGT (UFCM-CGT), la réforme et les projets associés (Excellence 2020 et Réseau 2020) visent uniquement la contention de la dette et la préparation de l'ouverture à la concurrence avec des conséquences préjudiciables sur la qualité et la sécurité du service, l'emploi, l'évolution des métiers, les conditions de vie et de travail.

En responsabilité vis-à-vis des cheminots et aussi plus largement pour tous les usagers, les élu(e)s CGT ont donc voté CONTRE ce projet.

En raison des approximations subsistantes dans le texte remis aux élu(e)s, nous ne pouvons encore démêler précisément ce qui dépend de la mise en œuvre de la réforme, de ce qui découle d'une triviale restructuration interne destinée à adapter en force l'entreprise au carcan financier imposé par le gouvernement.

Cette consultation, convoquée dans le cadre d'un CCE extraordinaire par cette même direction et réclamée à grand cri par l'UNSA ferroviaire et la CFDT, devait permettre, d'après les responsables nationaux de ces deux Organisations, de lever les dernières inquiétudes des cheminots sur leur avenir et de maintenir leur soutien à cette réforme dont ils ont été les fervents supporters.

Leurs représentants se sont finalement abstenus sans que les explications contenues dans leur longue déclaration ne nous éclairent sur les raisons de leur revirement.

Nous allons donc, dès maintenant, leur proposer de nous rejoindre dans l'exigence de négociations sur les moyens de la production au quotidien, sur les parcours professionnels, les excès de la sous-traitance et la politique salariale qui sont les cibles privilégiées de la mise en œuvre de la réforme.

